

N°4

MODÈLE DE LETTRE DESTINÉE À L'AUTEUR DE LA NUISANCE

MISE EN DEMEURE

La mise en demeure doit nécessairement mentionner :

- les motifs de droit (pouvoirs du maire, articles réglementaires relatifs à l'infraction),
- les motifs de fait (situation susceptible de porter atteinte à la salubrité publique),
- les mesures à prendre pour faire cesser la situation (obligations de résultats et non de moyens),
- un délai d'exécution,
- les sanctions encourues.

Elle est notifiée au responsable en recommandé avec avis de réception, sous forme soit de lettre soit d'arrêté municipal.

A. SOUS FORME DE LETTRE

Madame, Monsieur,

Par courrier du *(date)*, j'ai attiré votre attention au sujet de
(voir modèle de lettre de transmission n°2).

À ce jour, vos engagements n'ont pas été respectés alors que cette situation porte atteinte à la salubrité publique *(ou préciser)*.

Elle constitue par ailleurs une infraction aux dispositions prévues par *(citer les articles et le texte réglementaire correspondant - par exemple : article 40 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1980 modifié portant règlement sanitaire pour le département du Bas-Rhin et joindre une copie de l'article).*

Par conséquent, conformément aux pouvoirs qui me sont conférés au titre de l'article L. 2542-1 du Code général des collectivités territoriales et L. 1421-4 du code de la santé Publique, je vous mets en demeure de mettre un terme à cette situation *(fixer le délai d'exécution et les mesures que l'intéressé doit mettre en œuvre - par exemple : évacuation des déchets).*

À défaut, je vous informe que vous vous exposez aux poursuites pénales prévues par ce texte *(préciser exemple : 3^e classe des contraventions de police, correspondant à une amende dont le montant unitaire peut atteindre 450 euros)*, nonobstant les compétences reconnues au juge en matière d'exécution d'office.

La non exécution de ces dispositions pourra être constatée par tout officier de police judiciaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de mes services, soit hiérarchique auprès de M. le préfet, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix 67000 Strasbourg, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Copie pour information à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de ou M. le Commissaire de Police *(selon la zone de compétence)*.

B ■ SOUS FORME D'ARRÊTÉ MUNICIPAL

EXEMPLE D'UNE INFRACTION AU RÈGLEMENT SANITAIRE DÉPARTEMENTAL

Le Maire de la commune de *(nom de la commune)*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2542-1 et suivants,

VU le Code de la Santé Publique, notamment son article L. 1421-4 relatif au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène,

VU le Code Pénal,

VU *(préciser le texte réglementaire et l'article, exemple : règlement sanitaire départemental, code de l'environnement,...)*

VU la réclamation du *(date)* formulée par M.,

VU le rapport de M. *(nom de l'agent)* du *(date)*,

CONSIDÉRANT le courrier du maire du *(date)* rappelant à *(nom de l'intéressé)* l'obligation de *(mesures prescrites)*, non suivi d'effets,

CONSIDÉRANT qu'il appartient au maire de prendre les mesures appropriées pour préserver la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité publique,

CONSIDÉRANT que *(préciser)* porte atteinte à la salubrité publique,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre les mesures de police édictées par les circonstances.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{ER}

M. *(nom)* domicilié *(adresse)* est mis en demeure de mettre un terme à cette situation *(prescrire les mesures que l'intéressé doit mettre en œuvre sans préciser les obligations de moyens, exemple : évacuation des déchets).*

ARTICLE 2

Un délai de *(fixer le délai d'exécution)* est accordé pour l'exécution des mesures prescrites à la date de réception de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

En cas d'inobservation de ces dispositions, un procès verbal pourra être dressé par tout officier de police judiciaire selon la zone de compétence, et transmis à Monsieur le procureur de la République.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à M. *(nom de l'intéressé)* par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 5

Délais et voies de recours.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de mes services, soit hiérarchique auprès de M. le préfet, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix 67000 Strasbourg, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

ARTICLE 6

M. le Maire de la commune de *(nom de la commune)*, M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de ou M. le Commissaire de Police *(selon la zone de compétence)*, tous les officiers de police judiciaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à *(commune)*, le *(date)*

Le Maire,